

**Réponse de Storengy France à la consultation publique n°2019-014 du 23 juillet 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel de Storengy, Téréga et Géométhane**

Bois-Colombes, le 4 octobre 2019

*Storengy France donne son accord pour que la présente réponse soit publiée par la CRE*

**Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?**

Selon la compréhension de Storengy France, cette proposition de la CRE vise à contenir les investissements de développement des opérateurs dans un contexte d'achèvement de la zone unique en France et de stagnation des consommations de gaz. Or, les investissements de Storengy France sont des investissements obligatoires, visant la fiabilisation et la sécurisation des installations industrielles, et non le développement du parc. Dans le contexte actuel de taux très bas, cette proposition de taux différenciés pourrait être un contre-signal pour la réalisation de ces investissements indispensables au maintien en fonctionnement du parc de stockage dans des conditions satisfaisantes.

Storengy France considère par ailleurs qu'un tel mécanisme introduit de la complexité et génère un manque de visibilité sur les conditions de rémunération des actifs. Cela est d'autant plus marqué que les modalités de fixation et d'évolution restent à définir. Cette complexité entraînerait des coûts supplémentaires de mise en œuvre et de suivi, sans gain espéré démontré.

Au final, Storengy France n'est pas favorable à ce dispositif.

**Commentaires additionnels de Storengy France : Evolution des modalités de rémunération des IEC proposée par la CRE**

Storengy France ne comprend pas la proposition de la CRE de restreindre l'assiette d'IEC à rémunérer au seul stock d'actifs correspondant aux investissements de maturité supérieure à un an, qui n'est pas motivée par le régulateur et représenterait pour Storengy France un durcissement additionnel par rapport au mécanisme en vigueur sur la période ATS1.

En conséquence, Storengy France n'est pas favorable à cette évolution et propose de maintenir la rémunération des IEC pour l'ensemble des projets, quelle que soit leur maturité, au coût de la dette auquel s'ajoute la prime spécifique stockage.

**Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

**Traitement des coûts échoués**

Storengy France estime fondé et bienvenu que la CRE aborde la problématique des coûts échoués.

Storengy France indique que la couverture des coûts échoués, au même titre que les autres coûts, est en ligne avec le principe d'une régulation par les coûts (cf. réponse à la question 3).

Toutefois, Storengy France estime que ce mécanisme, dupliqué du tarif ATRT6, ne traite pas explicitement du cas particulier des éventuels coûts échoués qui pourraient être engendrés par l'évolution du périmètre fixé par la PPE et la fermeture de futurs sites : la couverture de ces coûts rentreraient dans la catégorie « autres coûts échoués » dont la couverture « au cas par cas » fait porter aux opérateurs de stockage un risque additionnel. Un tel risque devrait se traduire par une prime additionnelle à ajouter au CMPC.

### ***Traitement des actifs cédés***

Storengy France n'est pas favorable au traitement envisagé par la CRE concernant les cessions d'actifs. Cette évolution du traitement des plus ou moins-values de cession constitue un changement du cadre réglementaire : elle génère une augmentation du risque pour les opérateurs qui n'est pas reflétée par ailleurs dans le revenu autorisé, qu'il s'agisse de sa structure ou des conditions de rémunération du risque.

Storengy France souligne par ailleurs que les coûts d'immobilier seront désormais en-dehors du périmètre des investissements "hors-réseaux" sur lesquels la CRE souhaite laisser la main aux opérateurs. Il y a une incohérence manifeste à les mettre au CRCP. Ce système ôte une partie de l'incitation des opérateurs à gérer au mieux leurs achats et cessions d'actifs.

## **Question 3 : Etes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?**

### ***Traitement des coûts de démantèlement***

Storengy France rappelle que, selon l'article L.452-1 du code de l'énergie, les tarifs d'utilisation des infrastructures « sont établis de manière transparente et non discriminatoire afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau ou d'installations efficace. Ces coûts tiennent compte des caractéristiques du service rendu et des coûts liés à ce service, ainsi que des coûts résultant de l'exécution des missions de service public et des contrats mentionnés au I de l'article L.121-46 ».

En conséquence, l'ensemble des coûts liés à la fermeture et/ou démantèlement des infrastructures de stockage, passés et futurs, doivent être couverts par le tarif ATS au même titre que les autres coûts, dès lors que ces infrastructures ont contribué à la sécurité d'approvisionnement du pays.

De ce fait, Storengy France ne partage pas l'analyse de la CRE, visant à traiter les sites de Soings-en-Sologne, Saint-Clair-sur-Epte et Trois-Fontaines différemment des autres sites :

- les sites en exploitation réduite de Soings-en-Sologne, Saint-Clair-sur-Epte et Trois-Fontaines, ont été considérés par l'Etat comme nécessaires à la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel dans la première PPE portant sur la période 2016-2019, et auparavant ils ont contribué au même titre que les autres sites de stockage à la sécurité d'approvisionnement et à l'optimisation des infrastructures gazières au bénéfice de l'ensemble de la collectivité à travers le tarif passé fixé par la régulation (diminution des investissements) ;
- ces trois sites en exploitation réduite n'ont été exclus de la liste des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel nécessaires pour garantir la sécurité d'approvisionnement en gaz naturel qu'avec le décret n°2018-1248 du 26 décembre 2018 ;
- la fermeture et la réhabilitation de ces sites exclus du périmètre de la PPE s'avèrent être la seule option : si rien n'interdit en effet à un opérateur de stockage de commercialiser des capacités de stockage dans un régime négocié, le contexte de marché du gaz naturel (niveau des spreads saisonniers, perspectives de demande en gaz naturel de la prochaine PPE et de la SNBC...) ne permet pas d'envisager une remise en exploitation commerciale de ces trois sites économiquement viable à court terme comme à long terme.

En conséquence, Storengy France :

- estime légitime sa demande de couverture dans les CNE de 24 M€ par an sur la période ATS2 au titre du démantèlement de ces sites ;
- considère qu'une non couverture par la CRE du coût de démantèlement de ces sites matérialise de fait le risque lié aux évolutions de périmètre fixées par la PPE, **risque qui devrait se traduire par une prime additionnelle à la prime de risque stockage, au-delà de la demande tarifaire initiale de Storengy France d'une prime de risque stockage fixée à +100 points de base contre +50 points de base dans le tarif actuel.**

### ***Provisions pour démantèlement au prorata-temporis***

Storengy France accueille favorablement le principe d'une couverture des coûts de démantèlement dans le tarif régulé.

En revanche Storengy France considère que la totalité des coûts doit être couverte.

En termes de méthode et de perspective de mise en œuvre, Storengy France considère que :

- la couverture des coûts de démantèlement par le mécanisme proposé par la CRE ne pourrait se faire au détriment d'une prime de risque réhaussée, intégrée au CMPC, qui traduit les risques propres de l'activité stockage ;
- le dispositif présenté à ce stade par la CRE dans la Consultation Publique reste à préciser en termes de valorisation, d'horizon et de taux d'actualisation ;
- en conséquence, le système nécessite des travaux complémentaires avant de pouvoir être intégré au tarif ATS.

En conséquence Storengy propose que ce risque soit traité par une couverture des coûts lorsque ceux-ci se matérialisent, ou par une prime additionnelle à la prime stockage dans le taux de rémunération des actifs (CMPC) dans l'ATS2.

### ***Couverture des coûts échoués***

De plus, Storengy France note que la CRE n'explicite pas la couverture des éventuels coûts échoués qui pourraient être engendrés par l'évolution du périmètre PPE et la fermeture totale ou partielle de futurs sites :

- les opérateurs de stockage devraient se rattacher au mécanisme inspiré par la régulation transport et explicité par la CRE en 2.1.2.3.1 ;
- la couverture des « autres coûts échoués » au « cas par cas » fait porter aux opérateurs de stockage un risque additionnel qui devrait se traduire dans cette prime spécifique regroupant le risque lié aux coûts de démantèlement et aux coûts échoués.

### ***Principe du CRCP***

Storengy France avait proposé, dans sa réponse à la Consultation Publique du 14 février 2019 et dans son dossier de demande tarifaire pour la période ATS2, le maintien du fonctionnement actuel du CRCP avec en particulier le maintien du plafond d'apurement annuel à +/-5%.

Storengy France n'est toutefois pas opposé à ce que la CRE réduise le plafond d'apurement annuel à +/-2%, malgré la faiblesse d'un tel taux compte tenu des montants en jeu, tout en attirant l'attention de la CRE sur le peu de recul dont disposent les opérateurs de stockage du fait de l'entrée récente en régulation.

### ***Perception du revenu autorisé***

Storengy France est favorable au maintien des modalités de perception du revenu autorisé en vigueur.

## **Question 4 : Etes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

Storengy France est favorable au calendrier tarifaire envisagé pour l'ATS2 bien que le décalage avec le calendrier de la PPE (mise à jour tous les 5 ans) génère un risque additionnel.

Storengy France est favorable au maintien d'une clause de rendez-vous afin d'examiner les conséquences éventuelles de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires, et en particulier comme dans l'ATS1, les conséquences éventuelles de l'évolution du périmètre de régulation à l'occasion de la mise à jour de la PPE.

En revanche Storengy France, sans être opposé au plafond d'apurement annuel de +/- 2% du CRCP, attire l'attention de la CRE sur le caractère récent de la régulation du stockage qui n'a pas la même maturité que celle des opérateurs de transport.

## **Question 5 Etes-vous favorable au périmètre de couverture au CRCP des charges et produits envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

Storengy France note que le passage d'une régulation 100% CRCP lors de l'ATS1 à une régulation incitative forte sur les CNE présente des risques liés à la maturité de la régulation de l'activité stockage.

Néanmoins Storengy France est d'accord avec les grands postes, tout en demandant à ce que soient prises en compte les spécificités du stockage suivantes :

### ***Charges d'énergie (gaz et électricité) et achats et ventes de quotas de CO2***

Storengy France indique que ce poste est très peu maîtrisable : le prix des commodités évolue avec l'évolution des marchés, et les opérateurs de stockage font face à une imprévisibilité forte de la demande qui s'explique par la nature même du stockage (fournisseur de flexibilité saisonnière et journalière, rôle majeur dans la sécurité d'approvisionnement du système gazier). Ce poste dépend donc en particulier des volumes cyclés, qui présentent une variabilité importante (plus importante que celles des charges de compression pour les opérateurs de réseaux).

En conséquence, Storengy France demande à la CRE de considérer une couverture du poste « Charges d'énergie (gaz et électricité) et achats et ventes de quotas de CO2 » à 90% dans le CRCP tout comme dans le tarif ATTM.

### ***Consommables et effluents***

Storengy France indique que ce poste (qui comprend le traitement des eaux de soutirage, la consommation de TEG, de méthanol, de THT, de charges de charbon actif...) est une spécificité du stockage. Ce poste variable est fortement corrélé à l'utilisation des stockages et donc le niveau d'activité tout comme les charges d'énergie.

Storengy France demande à la CRE de considérer une couverture du poste « Consommables et effluents » au CRCP de façon homogène aux Charges d'énergie, soit à 90% dans le CRCP.

### ***Couverture des pénalités***

Storengy France conteste l'analyse préliminaire de la CRE qui considère que les pénalités versées aux clients sont des coûts qui ne relèvent pas d'un opérateur efficace. :

*L'ensemble des coûts d'un opérateur efficace sont couverts par la régulation, y compris les pénalités :*

Storengy France rappelle que la régulation tarifaire des infrastructures de transport et de distribution de gaz et d'électricité repose sur un principe de couverture de l'ensemble des coûts des opérateurs qui exploitent

ces infrastructures, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'opérateurs efficaces (article L. 421-3-1 du code de l'énergie).

Les délais de mise en œuvre de l'ATS1 n'ont pas permis à la CRE de mettre en place des mécanismes de régulation incitative pour les opérateurs de stockage, notamment sur les pénalités versées aux clients :

- des mécanismes incitatifs ont été implémentés par la CRE pour certains opérateurs d'infrastructures (tels que RTE ou Enedis) qui portent un risque financier plafonné lié aux pénalités ;
- au contraire, la CRE a retenu pour la période tarifaire ATS1 un cadre tarifaire « at cost » pour les opérateurs des infrastructures de stockage régulées dans lequel les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels sont régularisés a posteriori via la CRCP.

En conséquence, l'intégralité des pénalités versées aux clients sur la période ATS1 a vocation à être compensée via le CRCP au même titre que les autres charges dès lors qu'elles sont celles d'un opérateur efficace.

*Storengy France s'est en effet comporté en opérateur efficace :*

*En prévoyant des pénalités dans les contrats avec ses clients :*

L'offre commerciale peut être impactée par des aléas techniques sur les installations de surface (unités de traitement du gaz, compresseurs...) mais aussi, et c'est une spécificité propre aux opérateurs de stockage, par des aléas techniques sur les installations de sous-sol (puits) et liés à la géologie du stockage (composition du sous-sol, pression du réservoir...).

Storengy France anticipe ce risque industriel dans son contrat d'accès au stockage en le maîtrisant par un mécanisme de pénalités libératoires et plafonnées et en respectant la réglementation de droit commun et sectorielle.

*En mettant en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les conséquences pour ses clients de ces aléas techniques qui ne pouvaient être anticipés :*

Storengy France n'a pas été en mesure de respecter pleinement ses engagements contractuels vis-à-vis de ses clients en 2018 et 2019, du fait de la nature de ces aléas techniques et de leur caractère simultané. Storengy France a cependant mis en œuvre rapidement toutes les actions nécessaires afin de minimiser l'impact pour ses clients (mobilisation des équipes en 2x8 sur les sites concernés, mise en œuvre des opérations de restauration des équipements, opérations de marché, émission d'avis REMIT, communications clients...).

En conséquence, Storengy France :

- sur la période ATS1 : maintient sa demande de couverture par la régulation de l'ensemble des pénalités versées aux clients
- sur la période ATS2 : estime que la mise en place d'un mécanisme incitatif relatif aux pénalités versées aux clients est de nature à inciter les opérateurs à la qualité de service, mais qu'un plafonnement du risque financier est nécessaire compte tenu du risque industriel géré par les opérateurs de stockage (en particulier la spécificité du risque sous-sol), et demande en conséquence une couverture par la régulation uniquement au-delà d'un montant substantiel de pénalités versées par l'opérateur aux clients.

## **Achats/ventes de gaz de performance**

Storengy France regrette l'exclusion de ce poste du CRCP, et souhaite en conséquence inclure une nouvelle trajectoire de CNE à hauteur de 3 M€/an.

**Question 6 : Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

## ***Incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements d'un budget supérieur à 20 M€***

Storengy France est favorable au principe de régulation incitative des investissements des grands projets.

Storengy France rappelle avoir proposé dans sa demande tarifaire l'application d'un tel principe pour ses grands projets de rénovation identifiés sur la période ATS2 (Chémery, Gournay et Compression Salins) avec une bande de neutralité de 10% telle qu'en vigueur dans l'ART6.

Storengy France considère qu'une bande de 10% est plus adaptée que 5% :

- les projets de Storengy sont des projets de rénovation d'installations existantes, dits « brownfield », qui présentent par nature des difficultés d'intégration à l'existant. Des écarts de budget peuvent être générés en raison d'un périmètre de travaux difficilement maîtrisable :
  - le remplacement d'équipements en état de fonctionnement mais qui s'avère nécessaire pour des raisons de compatibilité avec les nouveaux équipements ;
  - le remplacement d'équipements qui une fois inspectés lors de la phase de réalisation du projet s'avèrent non-performants.
- les projets de Storengy ont lieu dans l'enceinte même de sites en exploitation classés Seveso, ce qui génère des contraintes additionnelles, sources d'aléas, par rapport à des actifs isolés/neufs et ne nécessitant pas un tel niveau de prévention :
  - les conditions d'intervention sont complexes car elles se font dans le périmètre d'installations industrielles de type « usine » en fonctionnement : cette situation peut générer des décalages de planning ou des surcoûts en raison d'évènements liés à l'exploitation (dépannages à proximité du chantier nécessitant son arrêt, arrêt de chantier lié à des interventions non compatibles avec l'activité du chantier : activités nécessitant un rejet de gaz ou une coupure électrique par exemple) ;
  - le classement Seveso des installations générant des aléas additionnels : aléas sur les autorisations de travail, aléas sur la coactivité avec des entreprises externes aux projets, aléas sur les consignations pour maîtriser les risques électriques et gaz, permis de travail...).

De plus Storengy France pointe l'importance de la date de définition du budget cible, qui doit être le plus près possible de la date de décision d'investissement.

## ***Incitation à la maîtrise des coûts en dehors des grands projets***

Storengy France est favorable, sur le principe, à une régulation incitative appliquée de façon aléatoire sur des projets ou des catégories de projets inférieurs à 20 M€, en supposant cependant une bande de neutralité de 10%. Néanmoins Storengy France s'inquiète de la complexité et de l'activité additionnelle générée par de tels audits.

## ***Incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements « hors réseaux »***

Storengy France s'interroge sur les bénéfices d'une régulation de type TOTEX sur les postes « hors réseaux », au regard notamment de la complexité additionnelle.

Si un tel mécanisme est implémenté, Storengy France souhaite que les investissements IT applicatifs non maîtrisables soient sortis du périmètre « hors réseaux ».

**Question 7** Etes-vous favorable au dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?

## **Indicateurs relatifs aux indisponibilités des sites de stockage**

Storengy France est favorable à la mise en place d'une régulation incitative à la qualité de service pour les opérateurs de stockage.

Concernant l'indicateur relatif au respect des programmes de maintenance, les périodes d'injection et de soutirage répondent à des contraintes différentes et il apparaît pertinent de les distinguer : pour chaque groupement, Storengy France est en mesure de publier une valeur dans chaque sens.

Concernant l'indicateur relatif aux incidents techniques, Storengy France propose de suivre le délai entre l'émission d'un UMM (Urgent Market Message) avec un impact sur les droits des clients et l'information complète fournie au marché (par message électronique ou par publication sur le site internet du stockeur).

Storengy France partage l'avis de la CRE de ne pas inciter ces indicateurs au démarrage du tarif ATS2.

## **Indicateurs relatifs à l'environnement**

Storengy France est favorable à l'introduction d'indicateurs relatifs aux émissions de gaz à effet de serre et aux fuites de méthane avec une fréquence annuelle (un suivi mensuel ne paraît pas adapté à la forte saisonnalité de l'activité stockage).

Storengy France est particulièrement sensible aux enjeux environnementaux et affiche sa volonté de minimiser son empreinte environnementale et ses émissions de gaz à effet de serre en explorant tous les leviers à sa disposition.

Storengy France attire également l'attention de la CRE sur le fait que les opérateurs devront disposer des leviers permettant d'atteindre les objectifs qui seront fixés : cela passe à la fois par des dépenses de R&D, d'investissements ou de charges d'exploitation.

Storengy France partage l'avis de la CRE de ne pas inciter ces indicateurs au démarrage du tarif ATS2.

## **Question 8 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 1,0 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?**

Storengy France rappelle que le dispositif de régulation stockage est fondamentalement différent des régulations tarifaires des opérateurs de réseaux :

- les revenus tirés de la commercialisation des capacités de stockage aux enchères viennent diminuer le montant de la compensation stockage payée par la collectivité ;
- il ne paraît pas pertinent de comparer le niveau de bonus/malus de commercialisation des opérateurs de stockage avec le niveau de bonus/malus de qualité de service des autres opérateurs régulés.

Storengy France est favorable à un mécanisme de bonus/malus qui incite réellement les opérateurs de stockage à maximiser les revenus de commercialisation et à abaisser ainsi le coût du stockage pour le client final, mais Storengy France estime que le mécanisme proposé par la CRE ne répond pas à cet objectif :

- le mécanisme de bonus/malus de 1% des premiums des enchères conduit à un montant très faible, qui présente une rupture avec le mécanisme en vigueur sur la période ATS1 ;
- il n'incite pas les opérateurs à mettre en œuvre les efforts commerciaux nécessaires à la maximisation des revenus par la maximisation des capacités vendues.

La vente récente d'un produit spot de 1 TWh sur un produit octobre 2019/été 2020 constitue une bonne illustration de l'intérêt à conserver une incitation commerciale dynamique générateur de gains diminuant la



compensation et générateur de revenu pour l'opérateur.

Par ailleurs, Storengy France indique que des ventes de capacités de stockage ont eu lieu en 2019 sur un horizon 2020-2023 : les efforts de commercialisation ayant été menés lors de la période ATS1, Storengy France considère que le bonus de commercialisation doit être calculé selon les règles de la période ATS1.

## **Question 9 : Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?**

Comme précédemment indiqué en réponse à la Question 5, Storengy France considère que la fixation de pénalités clients dans les contrats de commercialisation relève d'un comportement efficace des opérateurs.

Storengy France est favorable au maintien de pénalités substantielles dans les contrats de commercialisation, dimensionnées à un niveau qui incite les opérateurs à la qualité de service vis-à-vis de leurs clients et prend en compte les pertes effectives des clients, plafonné à hauteur du prix d'achat en cohérence avec la pratique actuelle.

Par ailleurs, dans le cas où la CRE fixerait les pénalités dans l'ATS2, Storengy France demande que les pénalités décidées par la CRE ne s'appliquent qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021. En effet, Storengy France est contrainte par la CRE de publier son contrat d'accès au stockage dès le mois d'octobre, et ce dans le but de donner de la visibilité aux expéditeurs. Il serait incohérent que ce contrat soit modifié après les ventes de novembre.

Storengy France se tient à disposition des services de la CRE pour expliquer la logique du système actuel concernant le niveau de pénalités et le mécanisme de calcul.

## **Question 10 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

Storengy France considère que la R&D est l'un des enjeux majeurs des opérateurs d'infrastructures gazières pour la période tarifaire à venir :

- ce sont les travaux de R&D lancés sur les prochaines années qui permettront une transition réussie du gaz naturel fossile vers du gaz d'origine renouvelable (tels que biogaz, gaz de synthèse et hydrogène) ;
- ces travaux consistent à préparer l'adaptation des infrastructures à ces nouveaux gaz, mais également à soutenir des expérimentations et démonstrateurs.

Storengy France est favorable au principe de régulation asymétrique proposé à la CRE qui, sous réserve d'une trajectoire correctement calée en niveau, encourage l'innovation et la transition vers les nouveaux gaz et leur stockage.

Storengy France est également favorable au principe de révision de la trajectoire R&D à mi-période tarifaire, qui permet une réactivité accrue dans un secteur en mutation rapide, ainsi qu'à une transparence accrue.

Dans ce contexte, Storengy France considère que l'écêtement des dépenses de R&D proposé à ce stade par la CRE pour 1,7 M€ sur la période ATS2 (soit moins de 0,2% des charges d'exploitation CNE de Storengy France) est paradoxal et injustifié.



## **Question 11 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?**

Les stockages souterrains de gaz naturel assurent un rôle clé dans la sécurité d’approvisionnement en gaz en France, avec la fourniture de plus d’un quart de la consommation française de gaz annuelle moyenne, et plus de la moitié de la consommation les jours de pointe en hiver.

A ce titre la qualité et la continuité de service sont des enjeux majeurs pour la collectivité et les opérateurs de stockage, et Storengy France se montre favorable à l’évolution vers un cadre tarifaire plus incitatif afin d’engager les opérateurs de stockage à la performance opérationnelle.

Mais Storengy France considère que les niveaux de charges d’exploitation et de taux de rémunération des actifs envisagés à ce stade par la CRE ne lui permettent pas d’assurer un service de qualité dans des conditions de sécurité adaptées au regard du risque industriel géré par l’entreprise.

### **La demande de revenu autorisé de Storengy France pour la période tarifaire ATS2 intègre les conséquences des changements significatifs intervenus lors de la première période tarifaire ATS1.**

Tout d’abord Storengy France a dû faire face à des changements opérationnels importants suite à l’entrée en régulation :

- La commercialisation des offres de stockage à des prix corrélés à ceux du marché (spreads saisonniers) a eu pour résultat la vente de l’ensemble des capacités et le remplissage complet des stockages dès 2018, qui a suivi une année 2017 où près de 50 TWh de capacités invendues en 2017), permettant une meilleure sécurité d’approvisionnement de la France ; objectif principal de la régulation.
- « Le retour à des niveaux élevés d’utilisation des stockages par les clients a fortement sollicité l’outil industriel et mis en évidence la nécessité de renforcer la fiabilité du parc et d’adapter l’offre commerciale » comme mentionné par Europ Energies dans son article du 2 septembre 2019.

La période a également été marquée par l’évolution du périmètre régulé :

- Initialement, il intégrait l’ensemble des sites en exploitation commerciale, les sites en exploitation réduite (sous-cocon) et les projets de développement en France.
- Le décret n°2018-1248 du 26 décembre 2018 a exclu les sites en exploitation réduite de la liste des infrastructures nécessaires à la sécurité d’approvisionnement en France ainsi que tout nouveau projet de développement. L’arrêté paru au Journal Officiel du 16 février 2019 a fixé une durée de deux ans de préavis avant l’exclusion des sites en exploitation réduite du périmètre régulé.

Les projets de Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) et de Programmation pluriannuelle de l’énergie (PPE) présentés fin 2018 conduisent à une augmentation du risque de l’activité gaz :

- Les travaux de Programmation Pluriannuelle (périodes 2019-23 et 2024-28), ainsi que les scénarios retenus pour la Stratégie Nationale Bas Carbone (2030-2050) proposent des trajectoires de consommation gazière dont l’orientation fortement baissière constitue une rupture par rapport aux scénarios antérieurs ;
- Les opérateurs de stockage sont touchés en priorité, avec un risque estimé dans la PPE de baisse du besoin de capacités de stockage qui pourrait conduire à réviser la liste des infrastructures de stockage nécessaires à la sécurité d’approvisionnement.

## **La demande tarifaire de Storengy France pour la période ATS2 reflète les conséquences de ces changements**

La demande tarifaire de Storengy France pour la période ATS2 prend en compte les conséquences des changements significatifs intervenus au cours de la première période tarifaire ATS1 :

- Une remise à niveau des charges d'exploitation et des investissements afin d'exploiter l'outil industriel dans des conditions de sécurité et de fiabilité adéquates sur l'ensemble du périmètre confirmé dans la prochaine PPE.
- Une revalorisation du CMPC et de la prime spécifique stockage afin de refléter les nouveaux risques portés par les opérateurs d'infrastructures gazières, et de stockage en particulier.
- Un budget R&D dimensionné pour conduire les activités de recherche et d'innovation nécessaires pour jouer un rôle majeur dans la transition énergétique en offrant l'opportunité de stockage des quantités massives de gaz renouvelables.

Ainsi, la demande de Storengy France conduit à une hausse du revenu autorisé qui se traduit par une hausse d'environ +0,37% sur la facture moyenne d'un consommateur final.

## **La trajectoire de CNE issue de l'analyse préliminaire menée lors de l'audit et la fourchette de CMPC présentées dans la Consultation Publique ne prennent pas en compte les conséquences de ces changements significatifs**

### **Sur les CNE :**

Storengy France porte une attention particulière à l'efficacité opérationnelle, des efforts de productivité significatifs ont d'ailleurs été réalisés avant l'entrée en régulation (avec notamment une baisse des CNE de -15% entre 2009 et 2017).

Dans le contexte de reprise d'activité que connaît l'entreprise, Storengy France considère que les trajectoires CNE ne peuvent calées uniquement par référence aux niveaux précédant l'entrée en régulation (associés à une activité moindre) et à l'inflation : cela revient à nier les changements intervenus à l'entrée en régulation, prive Storengy France des moyens nécessaires pour opérer le parc dans des conditions de fiabilité et de sécurité adaptées, et ne lui permet pas de préparer l'avenir dans le contexte de transition énergétique.

### **Sur le CMPC :**

#### *Taux de base transport*

Storengy France salue le travail de la CRE qui a exclu la fourchette basse du CMPC évaluée par les auditeurs externes. Cependant Storengy France considère que le risque additionnel lié aux travaux de Programmation Pluriannuelle (périodes 2019-23 et 2024-28), ainsi que les scénarios retenus pour la Stratégie Nationale Bas Carbone (2030-2050) justifient de retenir un CMPC pour l'activité transport au-delà de la fourchette haute affichée à ce stade par la CRE.

### **ADDENDUM :**

Le Projet de Loi de Finance du Gouvernement publié vendredi 27 septembre 2019 introduit une trajectoire différente de l'impôt sur les sociétés par rapport à celle connue et utilisée par Storengy France dans sa demande de revenu autorisé pour la période ATS2 et par le régulateur dans la présente Consultation Publique.

Ce projet prévoit un impôt sur les sociétés de 28,02% en moyenne sur la période tarifaire ATS2, contre 26,99% jusqu'alors.

Par souci d'efficacité et de cohérence entre opérateurs d'infrastructures gazières, et compte tenu des

différences de calendrier d'établissement de leur tarif respectif, Storengy France demande à ce que cette nouvelle trajectoire d'impôt sur les sociétés soit prise en compte dans l'établissement définitif des tarifs, ce qui conduit à un relèvement mécanique du CMPC (par rapport à la demande de Storengy France et la fourchette présentée par la CRE).

## *Prime spécifique stockage*

Storengy France réaffirme qu'une prime stockage de +100 points de base par rapport au CMPC des opérateurs de transport se justifie pleinement au regard des risques avérés et spécifiques que portent les opérateurs de stockage :

- Les opérateurs de stockage sont soumis aux risques liés à la gestion de gaz en milieu ouvert (risque de migration du gaz, de réactions chimiques dans sous-sol et de remontées d'eau au soutirage qui se produisent fréquemment), avec du gaz non-traité sur une partie de leur process (risque de corrosion, nécessité process désulfuration et déshydratation...).
- La forte profondeur des réservoirs implique également de gérer du gaz physiquement inaccessible en cas de risques géologiques et cela à des niveaux de pression très supérieurs au transport (200 bars).
- Le stockage présente par ailleurs la caractéristique d'être un outil industriel dont la performance dépend de l'utilisation passée, ce qui accroît l'incertitude, le risque d'exploitation et donc de valorisation des stockages.
- Enfin, les stockages sont des Installations Seveso, avec des risques sécurité importants, et une fonction vitale pour la sécurité d'approvisionnement : 25% de la consommation française est stockée, et 50% de la demande de pointe hivernale est couverte par les émissions des stockages

Par ailleurs, depuis l'entrée en régulation dont les travaux préparatoires se sont déroulés en fin d'année 2017, le contexte énergétique et les perspectives ont considérablement évolué pour les opérateurs gaziers, et en particulier les opérateurs de stockage :

- A court terme, les sites sous-cocon ont été sorti du périmètre régulé par l'arrêté du 26 décembre 2018.
- À plus long terme, les travaux de Programmation Pluriannuelle (périodes 2019-23 et 2024-28), ainsi que les scénarios retenus pour la Stratégie Nationale Bas Carbone (2030-2050) proposent des trajectoires de consommation gazière dont l'orientation fortement baissière constitue une rupture par rapport aux scénarios antérieurs. En particulier, ces scénarios prévoient des consommations minimales dans les secteurs domestique et tertiaire (chauffage des bâtiments) présentant une forte modulation été/hiver et générant actuellement une grande partie du besoin en stockage.

En cas de réalisation de ces scénarios, le risque qui pèse sur le besoin en modulation et par là-même sur le besoin stockage se trouve, de facto, considérablement accru. Cet accroissement du risque marché justifie une révision à la hausse de la prime de risque stockage.

Enfin, une couverture du risque réglementaire relatif au démantèlement futur devrait se traduire par une prime additionnelle à la prime de risque stockage de +100 points de base qui figure dans la demande tarifaire initiale de Storengy France.

## ADDENDUM :

Storengy France indique que le régulateur doit s'assurer de la cohérence de l'ensemble des paramètres constitutifs du calcul du CMPC pour chaque activité. Il existe une déconnexion dans le temps des risques et des perspectives des activités transport et stockage, ce qui justifie le recours systématique à l'approche directe. Storengy France considère que la méthodologie par approche directe du calcul d'une juste rémunération de l'activité d'opérateur de stockage tenant compte de ses spécificités propres conduirait à un CMPC plus élevé que ce que donne le haut de la fourchette indiquée par le régulateur.